



(CENTRE POMPIDOU)

La photographie surréaliste est à l'honneur au centre Pompidou, avec l'exposition «*La subversion des images*».

CULTURE ET MÉDIAS PAGE 9



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Après les journées des 24 et 28 novembre, il faudrait une **grève reconductible** contre la privatisation de la poste.

ACTU PAGE 4



Conséquence d'une **politique du logement désastreuse**, 15% de la population est mal-logée.

NPARGUMENT PAGES 6&7

TOU**T** est à nous!

3 DÉCEMBRE 2009 N°33 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

LE 5 DÉCEMBRE, PARTOUT EN FRANCE

MARCHONS

CONTRE LE

CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ



www.actuchomage.org

(PHOTOTHÈQUE ROUGE/TORRES)

Depuis le 20 novembre, dans la plupart des régions, des marches ont lieu contre la précarité, le chômage et les licenciements. Samedi 5 décembre, elles convergeront en marches régionales. À Paris, Lyon, Marseille, Brest, Besançon, Bordeaux,... manifestons pour revendiquer un emploi de qualité, librement choisi et correctement rémunéré ou un revenu décent pour tou-te-s, avec ou sans emploi, la revalorisation des différents revenus des chômeurs et précaires, l'arrêt des sanctions indues, des radiations abusives...

LIRE PAGE 2

HONDURAS ÉCHEC DE LA FARCE ÉLECTORALE

Malgré son illégitimité depuis le coup d'État du 28 juin, le pouvoir putschiste du Honduras a organisé des élections le 29 novembre. Le Front de résistance a appelé au boycott des élections, avec succès : 30 à 35% seulement des Honduriens sont allés voter et la lutte populaire continue pour obtenir le retour du président déchu, Zelaya. Récit d'un correspondant NPA sur place qui a pu recueillir les témoignages d'habitants. LIRE PAGE 8

SARKOZY UNE NOUVELLE PAGE DE SÉCURITÉ

L'EFFET PAPIILLON



À quatre mois des élections régionales, le ton de la campagne UMP a été donné par le président lui-même. Au menu, la sécurité, la sécurité et la sécurité. Il faut bien sûr comprendre : les lois anti-immigrés, la chasse aux sans-papiers, le harcèlement dans les quartiers populaires. Nouveauté 2009 : la généralisation du flicage de la population par l'intermédiaire d'un déploiement inédit de caméras de vidéo-surveillance. LIRE PAGE 3

CGT CONTESTATIONS AU CONGRÈS

Le 49^e congrès de la CGT se tiendra du 7 au 11 décembre. La direction du syndicat doit s'attendre à de vives critiques de la base, pour son bilan de l'année passée : journées d'actions sans lendemain, manque de solidarité envers certaines luttes et gestion bureaucratique du syndicat. En conséquence, Jean-Pierre Delannoy, métallurgiste, se présente contre Bernard Thibault au poste de secrétaire. LIRE PAGE 10



Par Jean-Michel Dolivo*

LE TERREAU DE L'INITIATIVE ANTI-MINARETS

Une majorité (57,5%) de citoyennes et citoyens helvétiques ont accepté le 29 novembre une initiative fédérale visant à interdire la construction de minarets. Les cantons de Genève (59,7% de non), Vaud (53,1%), Neuchâtel (50,8%) et Bâle-ville (51,6%) l'ont refusée. De grandes villes de Suisse-allemande, comme Zurich (63,7%) ou Berne (56,4%), ont également dit non. Cette initiative raciste a été soutenue par l'Union démocratique du centre (UDC). Un parti de la droite dure, conservatrice et xénophobe, qui participe au gouvernement fédéral ainsi qu'aux exécutifs cantonaux. Sous prétexte de combattre un prétendu danger d'islamisation rampante, cela institue une mesure discriminatoire fondée sur l'interdiction d'un édifice religieux qui vise à stigmatiser une « identité étrangère », musulmane, à travers la religion. Pour l'UDC, il s'agit de renforcer la méfiance à l'égard des musulmans, et plus généralement à l'égard de ceux qui ne partageraient pas « les valeurs occidentales ». Un avatar du « choc des civilisations », à la suite du 11 septembre 2001. Les musulmans représentent 4,5% de la population en Suisse. Ils sont 400 000, dont environ 10% revendiquent une pratique religieuse. Les préjugés et les peurs qui ont prévalu n'ont bien entendu strictement rien à voir avec la réalité. Aucun problème sérieux de cohabitation entre les personnes de religion musulmane et le reste de la population ! L'initiative fait du reste ses meilleurs scores dans des cantons où il n'y a quasiment pas d'habitants de confession musulmane (71,4% en Appenzell ou 68,8% à Glaris!). Le « succès » de cette consultation s'explique avant tout par un réflexe de repli sur soi, d'angoisses face à la crise économique et ses conséquences. Le bouc émissaire, c'est l'étranger, et le plus étranger des étrangers, dans les fantasmes identitaires, le musulman. Quant au terreau politique de cette interdiction de construire des minarets, introduite dans la constitution suisse, c'est une politique migratoire raciste, mise en œuvre depuis des décennies.

J.-M. Dolivo, membre de solidaritéS, est avocat et député au Parlement du canton de Vaud.

à noter

3 DÉCEMBRE, NPA, ISTRES. *Le capitalisme et ses conséquences*, en présence de Samuel Johsua (NPA 13) et Abdel Zairi (NPA 84). RV jeudi 3 décembre à 19 heures, salle LCR du Prépaou à Istres.

3 DÉCEMBRE, NPA, MAUBEUGE. Réunion publique. Licenciements, chômage, flambée des prix, salaires et pensions de misère, exploitation, ... C'est pas à nous de payer la crise. RV jeudi 3 décembre à 18h30, salle des Fêtes (rue du Faubourg de Mons) à Maubeuge. npa.sambre.avesnois@gmail.com

5 DÉCEMBRE, CHÔMAGE, PRÉCARITÉ. Sept grandes manifestations régionales auront lieu. À Paris, RV à 14 heures place de Stalingrad. À Besançon, RV à 15 heures, place de la révolution. À Bordeaux, RV à 15 heures, place de la victoire. À Rennes, RV à 15 heures, place de la gare. À Marseille, RV à 15 heures, place du général-De Gaulle. À Lyon, RV à 15 heures Mas du torreau vers la Bourse du travail. À Agen, RV à 12 heures place de la préfecture. Infos sur www.pourdesdroitsnouveaux.org

5 DÉCEMBRE, CLIMAT, PARIS. Manifestation en marge du sommet de Copenhague pour le climat et la justice sociale. RV place René Cassin, métro Chatelet-les-Halles à 12h18 pour un flash mob, à partir de 12h30, rassemblement. À 14h30, jonction avec la marche contre les précarités, place de Stalingrad. À 18 heures, RV 14, rue Baudelique (M° Simplon), pour une soirée festive.

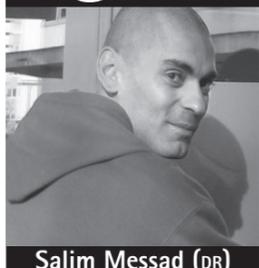
À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

5 DÉCEMBRE, PETITE ENFANCE, PARIS. À l'appel du collectif Pas de bébés à la consigne, une manifestation est organisée. RV à 14h30 place de l'Opéra.

11 DÉCEMBRE, NPA, LONS-LE-SAUNIER. Réunion publique. Nos emplois, pas leurs profits. RV à 20h30, Maison commune. Quartier de la Marjorie, rue des Gentianes.

12 DÉCEMBRE, CLIMAT, COPENHAGUE. Manifestation internationale pour le climat et la justice sociale.

regards



Salim Messad (DR)

Propos recueillis par Leïla Chaïbi

MARCHES MOBILISATIONS CONTRE LA PRÉCARITÉ

Salim Messad est à la fois militant du NPA et de AC !, il est un organisateur des Marches contre le chômage, les précarités et les licenciements dans le Rhône.



Comment es-tu arrivé au NPA ?

Je suis militant au NPA 69, à Lyon, depuis un peu plus d'un an. J'ai adhéré au parti suite à un ras-le-bol face aux abus du gouvernement et de Sarko, après seulement un an de pouvoir. Je ne voulais plus subir sa politique mais la dénoncer et m'y opposer. Le NPA devenait donc pour moi une évidence.

Pourquoi la commission précarité ?

En début d'année, nous avons reçu un appel de AC! Rhône pour créer un collectif vigilance chômage, et avec un autre camarade, nous nous y sommes rendus en tant que militants NPA. Et cela s'est tellement bien passé qu'avec le temps, nous avons décidé de rejoindre AC!, qui est depuis un partenaire privilégié dans les luttes en faveur des précaires. Ma participation à la commission nationale précarité ne fut donc que la suite logique des choses, sachant que je suis à la fois sans emploi et sans logement.

Comment les Marches ont-elles démarré et que va-t-il se passer ?

Elles ont commencé après l'appel lancé par les organisations de chômeurs. Grâce à notre double activité militante au NPA et à AC!, nous avons organisé une réunion unitaire locale avec tous les signataires nationaux du collectif Droits nouveaux et c'est comme ça qu'ont démarré les marches contre le chômage, les précarités et les licenciements. À cette occasion plusieurs événements ont eu, ou vont avoir lieu dans la ville et sa banlieue, que ce soient des diffusions de tracts communs avec des salariés de boîtes en lutte, comme Renault Trucks, Sanofi Aventis, la SNCF ou des rencontres avec des centres sociaux de banlieue... Ce week-end, une soirée bouffe/concert a été organisée pour soutenir financièrement le mouvement. Une centaine de personnes étaient présentes, dont quelques militants du NPA, mais pas autant qu'on espérait. Jeudi 3 décembre, les marcheurs venus de Montluçon et de Clermont-Ferrand vont nous rejoindre, et une première marche aura lieu vendredi 4, entre Vénissieux et Vaulx-en-Velin, deux villes symboles de l'exclusion dans le département. Et enfin samedi 5 décembre, une grande marche partira de Vaulx-en-Velin pour se rendre à la Bourse du travail de Lyon, après un périple de onze kilomètres. On espère à cette occasion rallier le maximum de personnes afin de clore en beauté cette quinzaine de mobilisations.

Comment expliquer que cela ait si bien pris à Lyon ?

Une des raisons de la réussite de l'organisation des marches est notre présence, avec Cédric, au NPA et à AC! Ensuite les signataires nationaux de Droits nouveaux nous ont rejoints, ainsi que Solidaires et des associations telles qu'Attac. Tous ont répondu à l'appel, plus d'autres comme la CNT ou la Fédération anarchiste. Nous avons ensuite contacté les boîtes en lutte de la région via les syndicats CGT et SUD Solidaires, quand ils étaient présents.

Quelles suites à donner au mouvement ?

Le principal objectif est de prolonger le collectif unitaire, voire de l'élargir, et donc de prévoir d'autres actions rapidement, afin de montrer notre détermination à ne pas en rester là. Nos revendications sont claires et précises : gratuité des transports, fin du 3949*, de l'offre raisonnable d'emploi, réduction du temps de travail et la fin du flicage des chômeurs. En gros, on demande un vrai service public de l'emploi et on lutte contre l'institutionnalisation de la précarité. Mais notre plus gros chantier concerne l'implication des précaires dans les luttes, car jusqu'à présent, on constate une mobilisation des militants, associatifs ou politiques, mais peu de chômeurs, de travailleurs précaires nous ont rejoints. Un fort sentiment de résignation et d'abattement règne au sein des plus démunis de la population, et leur redonner l'envie de lutter collectivement est notre priorité.

Quels sont les liens avec le reste de la France ?

On peut voir qu'il y a une vraie mobilisation des précaires du NPA, et ce dans toute la France. De plus, la commission précarité s'agrandit au fil des mois, et ceci en partie grâce aux Marches. Le rôle du parti dans cette lutte devrait être primordial, car la précarité concerne largement notre électorat et les gens qui se reconnaissent dans les valeurs que prône le NPA. Mais il faut constater que pour l'instant le combat que mènent les chômeurs n'attire pas encore tout le parti derrière lui. Le soutien est là, mais dans le concret, ce sont les précaires du NPA qui agissent pour l'essentiel. Il faut reconnaître que la multiplication des luttes ainsi que la proximité avec les élections régionales ne jouent pas non plus en notre faveur.

*Numéro d'appel unique de Pôle Emploi injoignable...



(DR)



GRAND EMPRUNT... AUX RICHES POUR DONNER AUX RICHES

Début décembre, le gouvernement doit statuer sur le « grand emprunt », une nouvelle manière de racketter les fonds publics au profit des industriels et de la finance.

Sarkozy l'avait annoncé solennellement devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles, le 22 juin dernier.

Opposant « bon » et « mauvais » déficit, il avait confirmé sa volonté de poursuivre les réformes qui s'attaquent aux droits sociaux et aux services publics pour privilégier les « dépenses d'avenir ». Il était alors question, pour ce grand emprunt national, de 100 milliards d'euros et d'une souscription publique auprès des particuliers. Le montant en sera finalement de 35 milliards, dont 22 milliards seront levés sur les marchés financiers, le reste étant constitué par les montants remboursés à l'État par les banques. Sarkozy, qui voulait en faire une manifestation large d'union sacrée face à la crise, a dû en rabattre sur le projet initial tant son gouvernement et lui-même sont impopulaires, tant il est évident, dans de larges couches de la population, que cet emprunt, dans la continuité des plans de relance, ne serait destiné qu'à servir l'intérêt de ceux-là mêmes qui sont responsables de la crise. Mais il a tout de même réussi à y associer des

personnalités de gauche et les confédérations syndicales. C'est l'ancien Premier ministre socialiste, Rocard, qui a présidé, avec Juppé, de l'UMP, la commission chargée d'étudier les détails de l'emprunt, et toutes les confédérations syndicales se sont prêtées complaisamment à la concertation à laquelle les invitait Sarkozy, en tant que « partenaires sociaux », avec le Medef, comme elles le font sur bien d'autres sujets. Or si certaines, comme la CGT, estiment ne pas avoir été entendues, ce n'est pas le cas du Medef, qui peut s'estimer satisfait sur toute la ligne.

Les milliards du grand emprunt seront en effet principalement consacrés à la recherche et au développement de « technologies d'avenir », dépenses parmi celles qui coûtent le plus cher aux entreprises sans assurance de rentabilité immédiate. Mais l'État va les prendre à sa charge sans exercer aucune contrainte en contrepartie. Deux à trois milliards pourraient ainsi être utilisés pour construire un réseau à très haut débit en fibre optique dans les zones moyennement ou peu peuplées du pays. Un investissement lourd que l'État assurera en confiant la

réalisation aux industriels du secteur, auxquels il offre par la même occasion un marché énorme. 800 millions sont réclamés par Airbus pour financer les recherches en matière de « transports d'avenir ». Les 16 milliards qui seraient consacrés aux universités et à la recherche – encore un vœu du Medef –, s'inscrivent dans le cadre des réformes qui renforcent les partenariats entre le privé et le public, la constitution de campus d'excellence, toutes choses qui conduisent à la privatisation de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Il y a eu beaucoup de critiques, dans les médias et dans la classe politique, mais la grande majorité d'entre elles porte sur l'ampleur des déficits que cet emprunt va encore creuser et sur la nécessité de réduire, de comprimer... les dépenses publiques, d'accentuer les politiques d'austérité, de supprimer un plus grand nombre de postes de fonctionnaires, de sabrer encore dans les régimes de retraite. Le Medef et le gouvernement sont les premiers à le dire. Le ministre du Budget, Éric Woerth, a promis à plusieurs reprises des « ajustements très importants » des dépenses publiques dans les

prochaines années, et il a annoncé tout dernièrement, en lien avec le grand emprunt, qu'il allait demander des « efforts de productivité » aux opérateurs publics tels que l'Institut géographique national (IGN), la Météo, les Agences régionales de santé ou l'Institut national du cancer.

Le gouvernement sert exclusivement les intérêts des gros actionnaires de l'industrie et des sociétés de finance. C'est essentiellement cette politique qui augmente la dette à des rythmes tels que l'État français va devoir lever 250 milliards d'euros tous les ans à partir de 2010 sur les marchés financiers, c'est-à-dire en empruntant aux mêmes que ceux qu'il a subventionnés grassement, en leur offrant ainsi une nouvelle source d'enrichissement. C'est une politique qui conduit à sa faillite.

À la catastrophe annoncée, il n'y a qu'une réponse qui corresponde à l'intérêt collectif : l'annulation de la dette publique, l'expropriation des banques et des sociétés de finance pour constituer un service bancaire unique sous contrôle de la population.

Galia Trépère

UNE NOUVELLE PAGE DE SÉCURITÉ

ENTAMÉ dans des locaux de police à Épinay-sur-Seine et à Bobigny, conclu au Perreux-sur-Marne par une conférence au titre évocateur d'*Agir pour la sécurité des Français*, consacrée à la vidéosurveillance et à la prévention, le mardi 24 novembre était une énième journée sécurité pour Sarkozy. Elle ne pouvait, bien entendu, que se passer dans les quartiers populaires, des fois que l'électeur n'ait pas fait le rapprochement entre les deux thématiques.

À quatre mois des élections régionales, le président a clairement affirmé que la question serait au centre de la campagne, déclarant qu'« il faudra que chacun se positionne : est-ce qu'il donne la priorité à la lutte contre la délinquance ou à ses fantasmes ? » Il faut dire que le thème du pouvoir d'achat étant devenu légèrement hors sujet pour l'UMP, le plus simple est de se recentrer sur les fondamentaux.

La priorité du moment : nous surveiller tous, partout et tout le temps. L'État entend en effet consacrer 20 millions d'euros en 2010 à la vidéosurveillance rebaptisée vidéoprotection, et tripler d'ici 2011 le nombre de caméras jusqu'à atteindre 60 000. En septembre, le gouvernement a permis que le préfet d'un département se substitue aux maires qui refuseraient l'installation de caméras sur le territoire de leur commune. Et Sarkozy d'ajouter « Que ceux qui sont contre la vidéoprotection le disent ! Qu'ils disent qu'ils enlèveront les caméras de leurs régions s'ils sont élus... » Ce n'est pas Bertrand Delanoë et le PS qui risquent de le contredire. Et pour un tour d'horizon complet des bous émisseurs, Sarko est intervenu sur l'immigration : « Je ne veux pas faire d'amalgame odieux entre immigration et sécurité. Mais tant que je serai président, il n'y aura pas de régularisation globale des sans-papiers. » Alors pourquoi sys-

tématiquement placer immigration et sécurité dans la même phrase ? En dehors de ces thèmes, le contenu de la conférence ne faisait globalement que rappeler l'adoption d'une vingtaine de textes liberticides depuis 2002 et l'arrivée de Sarkozy à l'Intérieur. Au rang des sujets abordés figuraient notamment la lutte contre les trafics ou la délinquance des mineurs et la protection des établissements scolaires.

Content de lui, le président s'est même accordé une rapide baignade de foule. L'occasion pour une vieille dame de l'interpeller : « Il faut tout faire pour éviter un retour du FN », a-t-elle réclamé. L'UMP a trouvé la solution : appliquer son programme... Le NPA en propose une autre, nous battre tous ensemble pour combattre ce qui fait exister la tentation FN, ce qui fait exister la tentation de la délinquance : la violence sociale, la misère et l'exploitation !

Aurélien Smirnoff

AGRICULTURE ET CLIMAT UNE QUESTION DE PROXIMITÉ !

La période de dérèglements climatiques dans laquelle nous entrons progressivement est étroitement liée aux choix politiques que les pays développés ont fait dans l'après-guerre. Ainsi, le modèle agroalimentaire industriel, loin d'être la seule voie possible, a été fortement privilégié.

LA SORTIE de la guerre, après 1945, a été marquée par une très forte volonté d'intégrer la production et la consommation agroalimentaires dans des schémas d'échanges commerciaux internationaux. Pour ce faire, des politiques de « modernisation » ont été adoptées permettant de faire transiter des « marchandises » agricoles un peu partout, tout en promouvant les investissements massifs en intrants (engrais, etc.), machines et travaux publics afin de rendre les capacités des sols équivalentes partout (au lieu de respecter les possibilités locales). Ces politiques, motivées par l'impératif du profit, ne se sont jamais préoccupées de leurs conséquences sur la nature.

Mais aujourd'hui, si l'on considère les filières – production, distribution et consommation – dans leur ensemble, l'agriculture est responsable de près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre. Le modèle industriel est, en effet, friand d'énergies fossiles et de toutes sortes d'intrants (tant pour la production que pour le transport des aliments) ; il surexploite et concentre les zones productives et contribue à la déforestation du fait de la concurrence sur le foncier. L'élevage industriel, à l'origine de 37% des émissions de méthane, participe largement à l'émission de gaz à effet de serre.

En retour, les conséquences du réchauffement climatique sur l'agriculture risquent d'être énormes : à peine 1°C suffit à déplacer de 200 km vers le nord les conditions de culture. Sans compter les bouleversements que vont subir les forêts et les phénomènes extrêmes, comme les cyclones, qui vont se développer. Face à des effets si importants, on ne peut se permettre de simplement délocaliser les cultures.

Les remodelages à la marge ne peuvent donc pas être efficaces. On ne peut pas vider les campagnes de leurs paysans pour y créer des forêts censées devenir des puits de carbone, tout en plantant des OGM à côté. On ne peut pas continuer de détruire les agricultures traditionnelles des pays du Sud, en y installant des monocultures irriguées à côté des nouveaux déserts qui sont la conséquence du changement climatique. On ne peut pas adapter les semences aux dérèglements climatiques, car les semences paysannes et les paysans sont en train de disparaître. Il faut agir globalement et abandonner le modèle agroalimentaire actuel afin de promouvoir une agriculture respectueuse de la nature et qui satisfasse les besoins sociaux. On peut développer la production diversifiée (mêler prairies, bois, champs et élevages), qui remet en cause les filières agro-industrielles et éviter les transports de marchandises inutiles en relocalisant partiellement la production. Il est plus qu'urgent que la question de la séparation entre la ville et la campagne soit discutée collectivement. Faut-il continuer de vivre dans des mégapoles surpeuplées ou dans des campagnes désertées ? Voulons-nous nous réapproprier le rapport à la nature ou allons-nous céder la place aux experts pour le gérer ? Il est urgent de se réapproprier le travail de la terre et de décider ensemble de ce que l'on veut produire et comment, en lien avec ce que nous voulons et avons besoin de consommer. Pour faire face aux dérèglements climatiques, nous devons créer un monde où l'on vit, produit et consomme mieux ! Il est plus qu'urgent d'inviter ces questions dans le débat démocratique !

Roxanne Milia



MASTÉRISATION CASSE DE LA FORMATION ET DU STATUT

La grève du 24 novembre donne un point d'appui à de futures mobilisations contre la réforme de la formation des enseignants.

TANDIS que l'ambiance était morose en cette rentrée, une dynamique s'est relancée à l'occasion de la journée du 24 novembre qui a été une réussite. Depuis l'an dernier, les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) se mobilisent contre la « mastérisation ». Les directions syndicales ne s'opposant pas vraiment aux premiers textes, des collectifs de lutte se sont constitués.

La réforme du recrutement et de la formation des enseignants et des conseillers principaux d'éducation a deux objectifs : développer un vivier de précaires formés mais sans statut, qui pourront être recrutés par les académies ou les chefs d'établissements et casser la formation, notamment pour faire des économies.

Jusqu'à présent, les étudiants passaient les concours de l'enseignement et devenaient fonctionnaires stagiaires pendant un an. Avec la réforme, ils devraient obtenir un master (bac+5) pour passer le concours, et la formation post-concours serait réduite à sa plus simple expression. Le 13 novembre, le ministère a publié un texte précisant l'organisation de masters censés dispenser une formation à partir de l'année prochaine.

En première année de master (bac+4), les étudiants feraient des stages dans des classes, en « observation et pratique accompagnée ». Dans le même temps, ils suivraient une formation selon leur discipline. En deuxième année de master, ils passeraient les écrits du concours à partir du 15 septembre (pour les professeurs des écoles). Ceux qui auraient la chance d'être admissibles iraient en stage sur le terrain, les autres devraient se réorienter. Ceux qui obtiendraient le master sans obtenir le concours (ou le contraire) pourraient être recrutés hors statut de fonctionnaire.

Dans le nouveau texte du ministère, il n'est plus question des IUFM qui devraient disparaître. Le NPA s'oppose à leur destruction car, s'ils ne sont pas parfaits, ils permettent un minimum de formation et de réflexion pédagogique. Ce texte a d'ailleurs été refusé par les syndicats, la Conférence des présidents d'université (CPU) et les directeurs d'IUFM.

La grève du 24 novembre, attendue depuis la rentrée, a été un point d'appui pour des ripostes nécessaires aux attaques tous azimuts du gouvernement. D'autres échéances se profilent d'ailleurs. Le 15 décembre, une journée d'action sera organisée par la plupart des organisations syndicales et des discussions s'engagent sur la reconduction de la grève dans plusieurs endroits dès le mois de janvier. Car, pour refuser la destruction du service public, c'est bien d'un mouvement d'ensemble dont on a besoin.

Lisbeth Sal et Antoine Larrache



Paris, le 24 novembre. Manifestation contre la privatisation de la poste. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

POSTE RENDEZ-VOUS LE 14 DÉCEMBRE ?

Après les journées du 24 et du 28 novembre, une grève reconductible contre la privatisation de la poste n'est pas impossible. Mais il faudrait pour cela un appel clair et unitaire de la part des syndicats.



Le 24 novembre à la poste, l'appel à la grève signé par CGT, CFTC, CFTC, FO et SUD était un test d'affrontement avec le gouvernement.

Si la grève n'a pas été ridiculement faible, elle a été en deçà de celle du 23 septembre. Cela traduit un phénomène d'essoufflement du fait de l'accumulation de journées sans lendemain. Pour autant tout n'est pas fini. À condition que le 14 décembre, jour de l'examen de loi à l'Assemblée nationale, les fédérations syndicales de La Poste, et la CGT en particulier, soient extrêmement précises quant à leurs intentions réelles de lutter contre le projet de privatisation qui ne soit pas une « 24 heures de plus ».

Pour comprendre les événements actuels, il est utile de connaître les traditions de lutte et de résistance aux PTT.* En 1990, « grâce » au Parti socialiste, les PTT sont devenus La Poste et France Télécom. En 1995, la plupart des structures syndicales

étaient encore des syndicats PTT, la privatisation de France Télécom n'était alors qu'un projet. Menée à bien par le gouvernement de gauche plurielle, celle-ci a été un immense laboratoire d'expérimentations utiles pour tous les « privatiseurs », notamment avec l'introduction de salariés de droit privé à côté de fonctionnaires, effectuant les mêmes tâches, avec un salaire différent.

À La Poste, la moitié du personnel est contractuel... et le mouvement syndical, parce que trop divisé, n'a jamais pu imposer une première revendication : à travail égal, salaire égal !

La multiplication des réorganisations a modifié de fond en comble la structure socio-professionnelle des services et la direction de La Poste, par les nouvelles méthodes de management, a détruit de l'intérieur les points de repère et les solidarités.

Les centres de tri, anciens bastions de la contestation, ont disparu au profit de structures plus petites, avec des équipes

syndicales et de salariés en perpétuelle recomposition.

Actuellement, les centres de chèques postaux deviennent les nouveaux abcès sociaux de fixation.

La tactique de la direction de La Poste consiste à « remplir » l'agenda des organisations syndicales afin de leur faire quitter le terrain et les éloigner du personnel. Ce piège, labellisé « dialogue social » occupe les équipes syndicales par des réunions difficiles à évacuer, car importantes pour les salariés soumis aux restructurations.

En outre, l'échec de la grève sur les retraites de 2003 et la brutale répression des quatorze postiers de Bordeaux, en 2005 ont provoqué un séisme, au point que de nombreuses équipes syndicales sont résignées et les postiers convaincus que faire grève c'est s'exposer à une mise à pied de deux ans, un déplacement voire le licenciement.

L'appel de la CGT à une grève de 24 heures non reconductible le 24 novembre a pesé très fort malgré les appels de

SUD et de FO à reconduire. Très peu de départements et de services ont poursuivi la grève le 25, le 26...

Si une grève reconductible le 14 décembre reste possible, les fédérations doivent très rapidement l'annoncer et la préparer. Seul un appel unitaire pourrait convaincre l'immense majorité du personnel qui sait qu'un recul gouvernemental impose une grève dure, longue et massive. Mais, un seul appel ne suffira pas : il faudra organiser des tournées dans les services, les piquets de grève, préparer des initiatives avec les usagers dès le 14, se structurer...

Nous sommes convaincus que les syndicats de La Poste, par une décision unitaire, claire sur la reconduction, feraient de ce combat contre la privatisation un point de ralliement de tous ceux et celles qui veulent en découdre avec Sarkozy. Rendez-vous pour le 14 et ses suites ?

Simon NPA 31

* Voir *Tout est à nous ! La revue n° 4*.

et aussi

AMIANTE, SANOFI AVENTIS VITRY (94) CONDAMNÉ ! Troisième procès devant le tribunal de la Sécurité sociale, et comme à chaque fois le groupe Sanofi-Aventis a été reconnu coupable de « faute inexcusable de l'employeur » pour n'avoir pas protégé ses salariés contre les dangers de l'amiante. Le bilan est particulièrement lourd dans cette usine : le CHSCT et le syndicat CGT des retraités ont recensé, depuis 1975, 70 cas de maladies professionnelles dues à l'amiante dont 28 décès. Une procédure est d'ailleurs en cours pour faire reconnaître le centre de production de Vitry-sur-Seine comme « site amiante », ce qui ouvrirait des droits à une pré-retraite amiante à plus de 180 salariés. La direction du groupe pharmaceutique, par le truchement de ses avocats, ne cherche même plus à nier les faits. Elle se contente de plaider l'inopposabilité des sanctions financières à l'entreprise, c'est-à-dire, en clair, qu'elle fait en sorte de ne pas payer les sanctions financières en arguant de vices de forme de la part de la CPAM. Au final, le groupe est condamné mais c'est la Sécu qui paye ! Ces gens-là n'ont aucune morale ; on le savait déjà de la part de patrons d'une entreprise censée produire des médicaments pour

sauver des vies humaines et qui ont laissé des dizaines de leurs salariés s'empoisonner avec l'amiante.

Il n'empêche, ces verdicts sont autant d'encouragements pour tous ceux qui luttent pour la reconnaissance des droits des victimes de l'amiante... et du cynisme du patronat.

CHÔMAGE, LA BARRE DES CINQ MILLIONS. Le nombre de chômeurs a augmenté fortement en octobre pour atteindre 3,8 millions en métropole et plus de 4 millions en comptant les DOM. Ces chiffres ne recensent que ceux qui, selon Pôle Emploi, sont « tenus de faire des actes positifs de recherche » (catégories A, B, C). Le nombre de chômeurs en catégorie A (sans aucune activité) est de 2,627 millions et a augmenté de 25 % depuis un an. Mais si on ajoute les personnes en formation, les contrats aidés et les seniors dispensés de recherche, le total approche 5 millions. Si la situation est très mauvaise dans tout le pays, le fossé inégalitaire s'est approfondi pour les 4,5 millions de personnes qui vivent dans les zones urbaines dites sensibles (ZUS). Le taux de chômage des jeunes y est de 41,7 % et un tiers des habitants (un jeune sur deux) sont en dessous du seuil de pauvreté

(908 euros par mois). Dans ces quartiers, que le gouvernement s'était donné comme priorité, la situation s'est aggravée depuis l'hiver 2005 et ses révoltes.

INSEE, C'EST POSSIBLE. Le 23 novembre, « un envahissement », comme on dit à la CGT pour ne pas parler de « séquestration », impliquant 60 personnels et enquêteurs de l'Insee d'Île-de-France, a permis d'obtenir une prime de 300 euros et un ré-échelonnement du traitement sur douze mois, pour compenser les nouvelles règles de traitement de la paye. Les enquêteurs de l'Insee avaient déjà mené une grève longue l'an dernier, grève du zèle essentiellement, contre le démantèlement de la statistique publique et la création d'un centre d'appel à Metz, qui les priverait à terme d'une partie de leur travail réalisé quand bon leur semble et à domicile. En mai dernier, certains d'entre eux avaient même en Auvergne retenu leur sous-directeur durant une heure afin d'obtenir deux postes que la direction attribuait à des retraités. Alors qu'auparavant rien n'était possible pour la direction, ensemble, tout devient donc possible.

Nos emplois, pas leurs profits!



Saint-Denis, 28 et 29 novembre. Rencontre NPA des salariés, précaires et privés d'emploi. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO)

RENCONTRE NPA DES SALARIÉS S'ARMER POUR L'EFFICACITÉ DES LUTTES

La première rencontre nationale des salariés du privé et du public, des précaires et des privés d'emploi du NPA s'est tenue les 28 et 29 novembre. Une rencontre riche en débats sur notre intervention dans les luttes.

Pprès de 230 militants, venus de tout le territoire, se sont retrouvés à la Bourse du travail de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), les 28 et 29 novembre. Dans un contexte de crise sans précédent où les capitalistes, le patronat et le gouvernement intensifient leurs attaques contre le monde du travail pour lui faire payer la crise, cette réunion était importante pour discuter et approfondir nos revendications et notre stratégie sur le terrain des luttes. L'introduction, faite par trois militantes, a placé la réunion dans le cadre de notre campagne «Nos emplois, pas leurs profits» et a fait le point sur la crise, les licenciements, les réorganisations, les attaques du gouvernement et leurs conséquences sur les salariés, les précaires et les privés d'emplois. Nous nous sommes ensuite répartis en six commissions pour approfondir les différents axes de

notre campagne et permettre une plus large prise de parole au sein de groupes restreints. Les interventions ont porté sur la revendication d'interdiction des licenciements, la lutte contre les privatisations, la défense des services publics, la création d'emplois socialement et écologiquement utiles, la lutte contre la précarité et le chômage, la défense de la santé au travail en travaillant moins, mieux et moins durement. Deux autres commissions avaient pour thème l'animation de notre campagne emploi et la confiscation des profits pour les utiliser à défendre nos emplois et nos vies. Ces commissions ont permis des échanges riches et de partager différentes expériences. La conférence a été l'occasion de travailler à la construction de nos secteurs d'activité. Les cheminots, les postiers, le personnel de l'éducation, de la santé, les travailleurs de l'automobile (équipementiers et constructeurs), du commerce, de la chimie, du trans-

port aérien, de l'inspection du travail et les précaires se sont réunis en fin d'après-midi samedi pour discuter de ce qui se passait dans leurs secteurs et de la façon d'intervenir du NPA. La première journée s'est terminée autour d'un apéritif permettant de poursuivre les discussions et de faire connaissance autour d'un verre. Pas trop tard, car les travaux du lendemain ont repris de bonne heure sous forme de deux tables rondes sur les mobilisations et l'intervention du NPA. La première table ronde avait pour thème les luttes de Molex, Freescale, Ford, H&M et l'expérience du comité de résistance ouvrière de la Meuse. Les interventions ont montré la difficulté de l'isolement quand on bataille contre les suppressions d'emplois et les fermetures dans les petits sites. Elles ont insisté sur la nécessité de faire connaître sa lutte à l'extérieur et de se coordonner avec d'autres secteurs ou entreprises en lutte.

Le débat a aussi montré l'utilité que peut avoir dans ces circonstances le NPA, à l'intérieur comme à l'extérieur des entreprises. La deuxième table ronde avait pour thème les luttes liant usagers et salariés (privatisation de La Poste, fermeture des centres IVG, etc.), les luttes des travailleurs sans papiers, des précaires et des privés d'emploi. Elle a montré les formes diverses prises par ces luttes avec des interventions fortes de camarades sans papiers qui se battent depuis plusieurs semaines pour leur régularisation. Ce week-end a été très encourageant pour la suite. Il a montré que le NPA était aujourd'hui implanté dans de nombreuses entreprises du privé, dans le secteur public et chez les plus précaires et que, même dans un contexte difficile, nous étions réactifs et utiles aux salariés en lutte. Elle a aussi permis de donner des «armes revendicatives» à l'ensemble des militants.

Sandra Demarcq

LA CAMPAGNE À FONTENAY. Pour sa première réunion publique depuis l'été, le comité NPA de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) avait choisi de mettre l'accent sur l'interdiction des licenciements et le droit à l'emploi. Après une introduction de Daniel Alarcon, conseiller municipal NPA, Sandra Demarcq, animatrice de la campagne «Nos emplois, pas leurs profits», a parlé de la crise du système et nos réponses aux attaques du gouvernement et du patronat. Comment populariser l'exigence de l'interdiction des licenciements, comment éradiquer la précarité dans le privé comme dans la fonction publique (dans le Val-de-Marne, le conseil général n'a pas renouvelé les contrats de centaines de salariés, ces derniers mois)? Après les revendications, la vingtaine de participants a débattu longuement de la stratégie des luttes, de la responsabilité des directions syndicales qui refusent d'organiser un mouvement d'ensemble, et des moyens de relancer les luttes, celle des sans-papiers montrant que les plus précaires savent parfois ouvrir la voie.

ARGENTEUIL, PÔLE EMPLOI OCCUPÉ À l'initiative du comité NPA d'Argenteuil, une trentaine de militants d'AC!, CGT, SUD, NPA, avec la coordination intermittents-précaires, ont occupé pendant plus d'une heure l'agence Pôle Emploi d'Argenteuil, mercredi 26 novembre, dans le cadre des Marches contre le chômage et les précarités et pour appeler à la manifestation du 5 décembre. «Assez d'être sans cesse radiés, assez du suivi mensuel imposé, assez du manque d'informations sur les droits des chômeurs», comme le dit une militante d'AC! Par exemple, il n'y a pas le panneau obligatoire d'information sur les associations de chômeurs. «Je reçois un mail de mon conseiller une fois par mois. Si j'ai besoin d'un renseignement, il me répond qu'il a 400 dossiers à suivre...» Une femme repart en même temps que nous, elle ne sait pas pourquoi elle n'a pas été payée depuis deux mois. Elle prend l'adresse d'AC! pour revenir informée et accompagnée, comme elle en a le droit, trop souvent ignoré.

De l'argent, il y en a!

Les 10% de personnes les plus riches en France, possèdent à eux seuls la moitié du patrimoine total des ménages. Elles se partagent ainsi 4 500 milliards d'euros sur 9 500 milliards ! Heureusement que Sarkozy a mis en place un bouclier fiscal pour leur éviter la ruine qui les guette, bien sûr...

AREVA LES COPAINS ET LES COQUINS!

LE CONSEIL de surveillance d'Areva, l'a annoncé lundi 30 novembre à 23h30: c'est l'offre d'Alstom Schneider qui a convaincu un Sarkozy tout acquis à leur cause. Depuis l'annonce en juin de cette vente, tout le monde le sait: le numéro 3 mondial de la transmission et distribution d'énergie doit retourner dans le giron d'Alstom. Patrick Kron, PDG d'Alstom et ami personnel du président en rêve et c'est l'occasion de contenter Martin Bouygues, autre ami et actionnaire majoritaire d'Alstom. Qu'importe si cette offre est porteuse de centaines, voire de milliers de licenciements (en France, sept ou huit usines en doublon chez Schneider!), il faut faire plaisir à ses amis. À l'heure de la conférence industrielle, chère à la CGT et sa défense de la politique industrielle française, qui va se plaindre du choix d'un acheteur franco-français? Déjà en 2004, Sarkozy en imposant à Areva le rachat pour 940 millions d'euros, de la division la plus rentable d'Alstom, se proclamait sauveur des emplois. Aujourd'hui, il va déclarer sauver «un fleuron de l'industrie française» en vendant T&D, ses 31 000 salariés dans le monde, ces 5 500 travailleurs en France pour 4 milliards d'euros ! Derrière cette vente censée permettre le financement de la construction des EPR, et payer le gouffre financier de l'EPR finlandais, se cache également la nécessité pour Areva de financer le démantèlement des centrales nucléaires françaises construites dans les années 1960. Avec cette vente et les autres mesures prévues, l'État permet à Anne Lauvergeon de réaliser son vieux rêve: ouvrir le capital d'Areva à des fonds privés, privatiser le nucléaire ! Si depuis l'annonce de la cession, l'ensemble des syndicats européens s'est prononcé contre la vente et le maintien de la branche dans Areva, cette position a fort peu dépassé le stade incantatoire. Toutes les propositions de mobilisations ont été minorées voire condamnées. Comme la manifestation du 23 novembre devant le siège d'Areva, appelée par la CGT, FO et la CGC qui a regroupé modestement 200 salariés venus de tous les établissements de France, mais a été dénoncée par le comité de groupe européen car trop française ! À aucun moment, les milliers de travailleurs européens n'ont été appelés à lutter ensemble à l'exception d'une pétition ! Avec Alstom Schneider comme repreneur, il faut impérativement retrouver dans T&D le chemin de l'unité et de la solidarité internationale dans les luttes. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions lutter efficacement contre les restructurations massives à venir !

Correspondant



LE LOGEMENT :

Avant la crise, le logement était un des principaux sujets d'inquiétude de la population, juste après l'emploi. Avant la crise, on construisait pourtant à tour de bras, avec plus de 500 000 mises en chantier en France en 2006. Le gouvernement multipliait les aides à l'accès à la propriété et se félicitait de la bonne santé de la construction, fidèle à l'adage : quand le bâtiment va, tout va !

Les gouvernants «oubliaient» alors que malgré cette bonne santé de la construction, il y avait trois millions de personnes très mal logées (sans logement, à l'hôtel, en camping à l'année, etc.) et cinq millions de personnes mal logées ou en difficulté (en sur-nombre, hébergées par de la famille, en impayés de loyer, etc.).

Depuis, il y a eu la crise des «subprimes» et le nombre de mal-logés s'est fortement aggravé, passant à un total de dix millions. Ce résultat signe un double échec.

Échec de la politique de désengagement de l'État qui a construit très peu de logements sociaux – ceux qui seraient accessibles à plus de 70% des ménages français – au profit de la construction privée soutenue par des multitudes d'aides fiscales et censée permettre à 100% des ménages de devenir propriétaires, alors que cette politique n'est viable que pour moins de 20% des ménages. Échec aussi, car cette politique a pendant des années alimenté la spéculation, l'envolée des loyers et des prix du logement à l'achat. Deux chiffres encore : 56% de Français pensent qu'ils pourraient se retrouver sans domicile ; 1,3 million de demandeurs de logements sociaux en attente.

TOUS PROPRIÉTAIRES ?

La politique d'accès à la propriété pour tous, calquée sur le modèle des États-Unis, de l'Angleterre et de l'Espagne, est fondée sur le crédit, celui-là même qui est à l'origine de la crise financière.

Face à la crise du logement, le gouvernement a proposé, en décembre 2008, un plan pour favoriser encore et toujours l'accès à la propriété (doublement du prêt à taux zéro, 650 millions d'euros pour l'accession à la propriété, une aide supplémentaire et exceptionnelle de l'État à travers le Pass-Foncier pour 30 000 ménages, la maison à 15 euros par jour, etc.).

On a pu mesurer les effets catastrophiques de cette politique en Espagne et aux États-Unis. En Espagne, des centaines de milliers de logements neufs ne sont pas achevés ou restent inoccupés car personne ne peut les acheter. Les jeunes ne peuvent se loger parce qu'il n'y a pas de logements construits pour la location. Urbanisation anarchique, menée pour la spéculation et le tourisme, crise financière et changement de gouvernement : depuis 2007, il existe des plans de soutien pour le locatif, mais la pente est difficile à remonter sans mesures radicales. Aux États-Unis, alors que la

pratique des subprimes a mis des milliers de gens à la rue, la même politique recommence à l'heure où certains proclament bien imprudemment que la crise financière est finie.

«Tous propriétaires» est une réponse hypocrite de la droite au problème posé par des loyers trop chers, une diminution des garanties de maintien dans le logement (la loi Boutin 2008 réduit à un an, au lieu de trois, le délai pendant lequel le juge peut suspendre une décision d'expulsion) et le manque de constructions sociales accessibles. Et quand les emplois disparaissent là où on a cru pouvoir faire son nid, on parle de mobilité mais il n'y a pas d'acheteur pour la maison : plus de boulot, plus d'économies, et le crédit qui reste à payer...

PAS DE CRISE DU LOGEMENT, PAS DE MINISTÈRE !

Alors que plus de 15% de la population souffre d'un problème de logement, nécessitant une attention particulière en termes de réponse et de moyens, le ministère du Logement disparaît et ses fonctions sont intégrées dans le ministère de l'Écologie. Depuis le dernier remaniement ministériel, il n'y a plus désormais qu'un secrétaire d'État en charge du Logement et de l'Urbanisme, Benoist Apparu, qui jusqu'ici était plutôt spécialisé dans la casse de l'Éducation nationale.

Pourtant, les nombreux dossiers spécifiques justifiaient l'existence d'un ministère à part entière : mise en place du droit au logement opposable (Dalo), rattrapage du retard de construction de logements sociaux, réaménage-

ment du territoire. L'objectif de cette décision est la réduction de personnel, comme l'indique le projet de loi de finances 2010. Le personnel du ministère de l'Écologie se retrouve avec du travail en plus et très peu de moyens supplémentaires. La logique de fusion des ministères et de leurs compétences pour réduire les dépenses de personnel prime sur une réelle politique du logement. Et cette fusion ne fera pas plus de logements sociaux écologiques qui permettraient moins de dépenses de chauffage pour les locataires.

LES «GRANDS PROJETS» DU GOUVERNEMENT

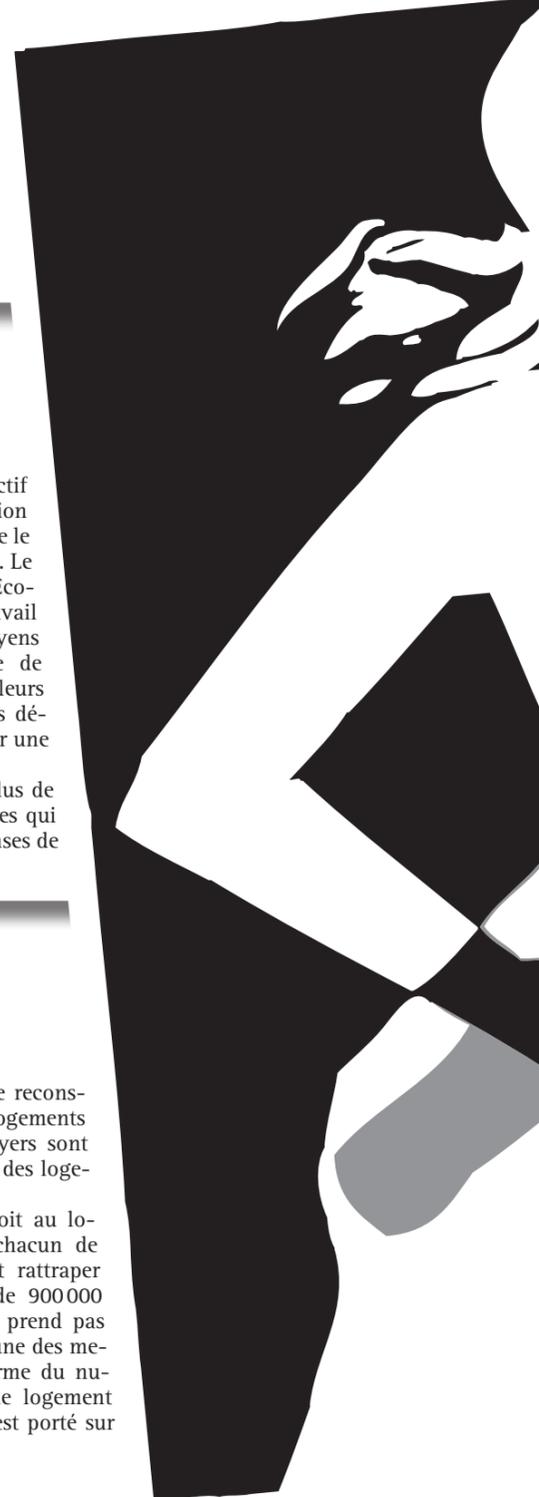
Depuis juin 2009, le travail du secrétaire au Logement n'a consisté qu'à publier une nouvelle brochure sur le droit au logement opposable et de nouveaux formulaires de demande, plus faciles à remplir. Ces modifications avaient été annoncées depuis janvier 2009 par le ministère du Logement Boutin. Mais, pour 2010, c'est promis, le secrétaire d'État a de «grands» projets :

- Favoriser l'accession à la propriété. Le prêt à taux zéro, qui finance une première accession à la propriété des ménages sous conditions de ressources, est prorogé pendant trois ans.
- Lutter contre le logement indigne et réhabiliter les quartiers anciens dégradés. Cela se traduit souvent par plus de démolitions

de logements sociaux que de reconstruction et surtout des logements «sociaux» neufs dont les loyers sont toujours plus chers que ceux des logements détruits.

- Assurer l'effectivité du droit au logement. Pour permettre à chacun de pouvoir se loger, il faudrait rattraper un retard de construction de 900 000 logements sociaux. On n'en prend pas le chemin quand on voit qu'une des mesures prioritaires est la réforme du numéro unique de demande de logement et que l'essentiel de l'effort est porté sur l'accès à la propriété.

MINISTÈRE
CRISE DU



iments

ÉTAT DES LIEUX

ÈRE DE LA LOGEMENT



DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE: UNE LOI SANS MOYENS

Depuis le 1^{er} décembre 2007, seulement 100 000 dossiers de droit au logement opposable (Dalo) ont été déposés dans les commissions de médiation départementales alors que le nombre de bénéficiaires potentiels est estimé à 600 000. Suite à ces dépôts, 11 000 ménages seulement ont été relogés (soit 11 %) et plus de 1 000 ont été hébergés. La répartition géographique des demandes est très inégale: les deux tiers sont faites en Île-de-France. Le troisième rapport du Comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable refait les mêmes constats que les

deux premiers: manque d'information des citoyens, manque de formation des travailleurs sociaux censés aider les demandeurs, disparités dans l'interprétation des textes par les commissions de médiation, délivrance tardive des accusés de réception, non-respect des délais réglementaires de décision de trois à six mois selon les agglomérations. Mais le plus grave reste le faible taux de relogements par rapport au nombre de demandes. Le problème de fond est que la loi est inapplicable à cause du déficit chronique de constructions de logements sociaux.

UN VRAI TOIT N'EST NI UN FOYER NI UN HÔTEL

Pour pallier le manque de logements et le nombre croissant de personnes à la rue, l'État met en place quasiment chaque année de nouvelles mesures et structures d'urgence. Toutes ces mesures de court terme ne règlent pas le problème du mal-logement et sont d'un coût exorbitant. Ainsi, l'hébergement dans un hôtel bas de gamme d'un couple avec deux enfants revient au minimum à 35 000 euros par an. La ville de Paris a dépensé en 2006 plus de 12 millions d'euros pour financer des prises en charge partielles à l'hôtel sur les fonds de l'aide sociale à l'enfance.

Pourtant des solutions existent à court et moyen terme. Il faut d'abord arrêter les expulsions et tout faire pour aider au maintien dans le logement. Cela peut coûter jusqu'à 1 000 euros par mois mais une procédure d'expulsion, suivie d'une prise en charge, coûte jusqu'à 4 000 euros par mois. D'ailleurs la mesure Solibail, prise en 2008 par le ministère du Logement, va dans ce sens: plutôt que de louer des chambres d'hôtel, l'État loue des logements au privé avec des garanties intéressantes pour le propriétaire.

MESURES D'URGENCE... URGENTES

Construire 150 000 à 200 000 logements sociaux par an, de type prêt locatif aidé d'intégration (Plai) et prêt locatif à usage social (Plus), accessibles à plus de 70 % des ménages résidant en France.

Arrêter les 300 000 démolitions prévues par l'Agence nationale de rénovation urbaine (Anru). Au nom d'une prétendue mixité sociale, on supprime des logements en bon état et bien situés, des 4 et 5 pièces, remplacés, quand ils le sont, par des logements plus petits et plus chers. Ces destructions et reconstructions coûtent 190 000 euros par logement alors qu'une réhabilitation ne coûte que 26 000 euros.

Lutter réellement contre les logements et immeubles de bureaux inoccupés depuis deux ans, avec **droit de réquisition**.

Arrêter les ventes de logements HLM et renationaliser les sociétés HLM.

Bloquer les loyers, pour aller vers des loyers ne devant pas dépasser 20 % du revenu.

Augmenter le budget, renforcer le rôle de l'État et remettre en cause des décentralisations passées et à venir. Contrôle par la population des besoins, des constructions, des attributions.

Le logement doit être, sur le modèle de l'éducation, un droit garanti égal pour tous.



POLOGNE CONGRÈS DU PPP

Ce 3^e congrès était celui d'un parti en construction, centré sur le renouvellement de ses instances.

LE CONGRÈS du Parti polonais du travail (PPP) s'est tenu à Katowice le 20 novembre, en présence de 114 délégués (surtout des hommes, les femmes étant encore très minoritaires). Le débat programmatique ne fait que commencer. Pour le poursuivre, une commission d'élaboration a été élue et il a été décidé d'y coopter des non-membres du parti qui, sans militer au quotidien, sont prêts à l'aider. Par ailleurs, l'aigle blanc en tant que symbole du parti a été supprimé, ainsi que de la devise du parti, les deux relevant de la tradition nationaliste polonaise et étant jugés dépassés.

Au nom de la direction nationale, Szczepan Kosinski a résumé les débats qui ont eu lieu dans le syndicat «Août 80» ces derniers mois et a affirmé l'engagement de ce dernier dans la construction du PPP. Il a aussi proposé que le président du syndicat, Boguslaw Zietek, continue à présider également le parti. Le congrès a adopté cette proposition. Boguslaw Zietek n'a pas caché les difficultés de la construction du PPP, tout en rappelant que, lorsque le syndicat libre «Août 80» faisait ses premiers pas, il s'agissait aussi «de petites poignées de militants», alors qu'aujourd'hui c'est «un syndicat reconnu pour ses actions radicales, surtout dans les mines de charbon» (selon l'Agence de presse PAP) qui regroupe un quart des salariés chez Fiat et a réussi à s'imposer dans la plus grande chaîne des hypermarchés en Pologne, Tesco. «Nos racines ce sont nos expériences syndicales. L'unique chance de construire une représentation politique des travailleurs, c'est de construire le parti en prenant appui sur le mouvement syndical... Les transformations systémiques que nous avons subies depuis 1989 n'étaient pas la seule voie possible... Aujourd'hui la conscience de la population évolue, elle commence à saisir que le capitalisme c'est l'exploitation, la décadence sociale, les assassinats de travailleurs. Avec ce pouvoir – quelle que soit la couleur du gouvernement – il n'y a pas de dialogue, il ne peut y avoir qu'une confrontation!».

Le représentant du NPA a souligné que, face à la mondialisation du capital, il était indispensable d'avancer vers une coopération internationale des travailleurs. Il a rappelé que le PPP et le NPA se sont engagés ensemble dans la construction de la gauche anticapitaliste européenne et que le syndicat «Août 80» œuvrait à l'établissement de rapports fraternels avec les syndicats d'autres pays pour s'opposer à la mise en concurrence des travailleurs, en particulier dans les multinationales comme Fagor-Mandragone, Mittal, General Motors ou Fiat... où ses militants sont actifs.

Alors que le gouvernement autoritaire et ultralibéral prépare de nouvelles attaques – privatisations, dont celle de la santé, limitation des droits syndicaux... – le PPP sort renforcé de ce congrès. Il sera présent lors des prochaines échéances électorales : présidentielle et régionales sous sa propre bannière, locales en proposant des coalitions.

Jan Malewski



Juticalpa, 29 novembre. Soldat montant la garde dans le bureau de vote. (REUTERS/ROMERO)

HONDURAS ÉCHEC DE LA FARCE ÉLECTORALE

Dans un pays quadrillé par l'armée, le Front de résistance au coup d'État du 28 juin a appelé au boycott des élections organisées par les putschistes, dimanche 29 novembre. Cette parodie électorale d'une dictature qui cherche à se légitimer a reçu le soutien des États-Unis.

Seulement 30 à 35 % des Honduriens ont voté.

Marc Dubrul, militant du NPA, était au Honduras la veille du scrutin. Il nous donne ici un témoignage vivant de l'état d'esprit dans le pays.

Dans le bus allant de Managua (Nicaragua) à Tegucigalpa, capitale du Honduras, il y avait de nombreux Honduriens qui rentraient chez eux. Très rapidement, mes voisins et moi en sommes venus à aborder le sujet brûlant des prochaines élections. Ma voisine, fidèle éléctrice du Parti libéral, avait voté pour Zelaya, le président régulièrement élu et renversé par le coup d'État. Elle exprimait son aversion profonde envers Michiletti, le président porté au pouvoir en juin dernier par les militaires. Pourtant, Michiletti est lui aussi membre du Parti libéral. Elle m'expliqua que, depuis le renversement de Zelaya par l'armée, la criminalité avait

fortement augmenté dans le pays. Elle soutenait les mesures prises par Zelaya, notamment l'établissement d'un salaire minimum, l'intégration de son pays à l'Alba, l'accord politique et économique avec des pays comme le Venezuela, Cuba, le Nicaragua, la Bolivie. Et pourtant, elle pensait sans doute aller quand même voter. Je réalisais que ma voisine craignait avant tout que la situation et la sécurité de la population empirent et qu'il valait mieux faire le dos rond. Alors, un monsieur, assis devant nous, s'est joint à notre conversation. Il était élécteur du Parti conservateur, parti considéré comme plus à droite que le Parti libéral. Son candidat actuel à la présidence, Porfirio Lobo, fervent soutien au coup d'État, était donné favori. On

aurait pu penser que notre interlocuteur soutenait les putschistes puisqu'il se disait conservateur et qu'il votait jusqu'à présent pour ce parti. Mais il était, au contraire, fermement révolté par le coup d'État et encourageait, tout en la comprenant, ma voisine à ne pas voter. «Je suis loin d'être le seul élécteur conservateur à penser comme cela» disait-il. Selon lui, il fallait s'attendre à des manifestations contre le coup d'État dans les prochains jours et sans doute dimanche. Lui aussi redoutait les violences de la part des militaires. Deux autres personnes se sont jointes à la discussion, elles aussi favorables au boycott des élections. Tous disaient que c'étaient les militaires et les capitalistes, selon leur propre termes, ainsi que le

président «de facto» Michiletti qui étaient responsables de la situation plus que préoccupante de leur pays. Finalement, notre bus s'est arrêté au poste frontière du Honduras. Les autorités nicaraguayennes avaient fermé la frontière jusqu'à mardi matin. Je faisais remarquer au monsieur qui était élécteur conservateur et partisan du boycott des urnes : «Si je comprends bien, personne d'entre vous ne va voter dimanche». «Ce n'est pas tout, m'a-t-il répondu, c'est mon épouse qui a ma carte d'électeur. Elle risque de voter pour moi...», m'a-t-il dit sans sourire. «Si c'est cela je suis sûr qu'elle n'en fera rien et qu'elle ne votera pas non plus.»

Marc Dubrul

et aussi

PHILIPPINES. Un massacre a été commis, le 23 novembre, au sud des Philippines. 57 élus locaux et journalistes ont été abattus par les Ampatunans, le clan du gouverneur de la province de Manguindanao (île de Mindanao) qui cherchait par cette tuerie à kidnapper son rival politique aux prochaines élections régionales. La présidente des Philippines, Gloria Macapagal-Arroyo, a été élue en 2004 en s'appuyant sur de tels clans, dirigés par des seigneurs de guerre corrompus. En échange de leur soutien politique, elle les a laissés régner sur des provinces. L'armée et la police locale sont aussi impliquées dans ces violences. Il est à craindre une nouvelle fois que les commanditaires de ce massacre restent impunis, même si le fils du gouverneur a été interpellé. Par ailleurs, les services de sécurité de l'État sont responsables de l'assassinat de centaines de militants des mouvements sociaux et d'organisations populaires par des escadrons de la mort depuis l'arrivée au pouvoir de Gloria Macapagal-Arroyo.

URUGUAY. José Mujica a été élu président de l'Uruguay, dimanche 29 novembre, battant son rival de droite, Luis Alberto Lacalle. Ancien guérillero des Tupamaros, il a fait quatorze ans de prison et a subi la torture sous l'ancienne dictature militaire. Il se présentait à la tête d'un Front élargi allant des anciens Tupamaros aux démocrates-chrétiens de gauche, en passant par les communistes et les socialistes. Il succède au président Tabaré Vasquez, élu en 2004 à la tête de la même coalition. La politique menée par ce premier président de gauche a, comme celle de Lula, pris certaines mesures contre la pauvreté tout en respectant le cadre capitaliste libéral mondial (remboursement de la dette au FMI, privatisations, soutien au patronat). La loi de 1986, renonçant à poursuivre les militaires pour leurs crimes passés, n'a pas été remise en cause. Le nouveau président veut agir dans cette continuité social-démocrate mais, d'origine modeste, il se présente aussi comme le «président des pauvres». Un de ses engagements est de légaliser l'avortement.

DUBAÏ. L'émirat pétrolier de Dubaï est au bord de la faillite et ne peut rembourser ses dettes qui se montent à 59 milliards de dollars dont 25 dans l'immobilier. Cela a créé un vent de panique dans les Bourses mondiales. Les rentiers pétroliers de Dubaï ont reconverti leur économie vers le tourisme. Ils n'ont pas hésité à faire des travaux aussi gigantesques qu'inutiles, comme une presque île artificielle en forme de palmier ou une station de ski sous bulle en plein désert. Des provocations capitalistes à un millier de kilomètres de la Somalie où règne la famine. Ces travaux pour milliardaires ont été réalisés par une exploitation esclavagiste de la main-d'œuvre immigrée. La spéculation immobilière a atteint la démesure et éclate aujourd'hui. L'inquiétude des nombreux investisseurs capitalistes occidentaux dans le Golfe (banques britanniques, BNP, etc.) risque, par effet de boule de neige, de renchérir le crédit partout dans le monde, mettant en danger la faible reprise économique espérée.



THÉÂTRE
MURMURE/GAËL CHAILLAT & ARIEL CYPEL

Alors que l'on ne parle que de la chute du Mur de Berlin, la pièce *Murmure* évoque d'autres murs, celui de l'apartheid, ceux d'une prison israélienne. Inspiré des conversations entre Mahmoud Zahara Al Safadi, prisonnier palestinien membre du FPLP, et Amira Hass, journaliste israélienne au quotidien national *Ha'aretz*, *Murmure* parle de l'enfermement à travers le quotidien de quatre prisonniers aux attentes et aux espoirs différents. La pièce peut se résumer par la question posée par la journaliste : « comment aller du point grand A au point grand B ? » Pour en parler, les metteurs en scène ont choisi la dérision, en révélant le caractère absurde des situations imposées par l'occupant israélien. Une comédie politique réussie ! Plus d'infos sur : www.confluences.net

Linda Sehili



LIVRE
LE GRAND CAMOUFLAGE/ Suzanne Césaire/SEUIL/ 14 EUROS

« Ma femme, Suzanne... n'est pas entièrement morte pour moi. Il y a des moments où elle est carrément vivante pour moi », confiait Aimé Césaire sur France-Culture en 1976. C'est désormais vrai pour d'autres, grâce à ce recueil de tous les écrits connus de Suzanne Césaire (1915-1966), *Le grand camouflage, Écrits de dissidence (1941-1945)*.

Ce livre a été publié à l'initiative de Daniel Maximin, poète guadeloupéen (haut fonctionnaire et « rapporteur national » des États généraux de l'outre-mer, auxquels les Césaire n'auraient peut-être pas apporté leur caution). Féministes, surréalistes, anticolonialistes, ces articles de la revue *Tropiques* n'ont pas pris une ride, du fait du génie de cette femme admirable, et de la persistance de ce qu'elle nommait elle-même « l'incendie antillais ».

Gilles Bounoure



CINÉMA
PANIQUE AU VILLAGE/ Vincent Patar et Stéphane Aubier

Ce film d'animation belge est tout simplement burlesque. Des personnages en forme de petites figurines pour enfant sur leur socle s'animent dans cette aventure truffée de gags. Cheval, cowboy et l'indien tentent d'arrêter les voleurs des murs de leur maison, qu'ils reconstruisent chaque jour dans un village aux personnages hauts en couleur. L'animation et les décors sont volontairement grossiers, renforçant l'aspect surréaliste de cette histoire et de ces personnages. Pas de morale, pas d'allégorie, juste de la joie plongeant le spectateur dans ses souvenirs d'enfance. Ces jouets d'enfants font de ce film un *Toy story* à la belge. Le rythme est soutenu et ne laisse pas un instant de repos à vos zygomatiques. Enfants comme adultes se délecteront de cette histoire pittoresque et poétique.

Thibault Blondin



MUSIQUE
BERLIN 61/89 WALL OF SOUND/THE MAQUIS

Cette compil pas comme les autres comporte 30 titres sur deux supports – un « Ouest » et un « Est » – résonnant à la fois comme une référence à une période de l'histoire et comme une production phonographique allemande. Les titres ont été sélectionnés par Caroline Cartier (France Inter) et Pascal Bussy (spécialiste de la musique allemande). Des pionniers de l'électronique à l'Electronic body music, en passant par le krautrock, on y retrouve des classiques tels Nico, Nina Hagen, Can et Neu ! (mais jamais leurs tubes) ou des artistes plus confidentiels comme Malaria, MDK, Electric Sandwich, etc. Cela confère une intimité froide à des musiques intenses et extrêmes, rythmées au son mécanique de la langue allemande. Cet album ravira les adeptes de ces sons bien particuliers d'outre-Rhin, mais également les fans de rock ou d'électro contemporains.

Diskodolly



tvbruits.org

Faisons un petit tour sur Tv Bruits, télé locale indépendante à vocation régionale, associative et non commerciale. En favorisant la création, cette web télé alternative aux médias des marchands, indépendante et libre, construit l'alternative en Midi-Pyrénées. Outil d'émancipation, Tv Bruits délivre un autre discours en permettant au plus grand nombre de s'approprier les moyens de s'exprimer.

libertesinternets.wordpress.com

Un petit zoom sur un blog sans prétention animé par une équipe d'hommes et de femmes qui profitent de leur travail dans des agences de presse et d'information pour glaner quelques informations et analyses bien ficelées sur le monde qui nous entoure. Ce blog s'intéresse aux questions de censure, de liberté d'expression, de propagande, de défense des libertés à l'heure des réseaux et technologie de surveillance.

www.leputois.com

Le putois. C'est un drôle de nom pour un projet qui fait plaisir. Venez y découvrir le reggae pop Nicolas Sarkozy de Nagy-Bocsa, terrible chanson destinée aux enfants sans papiers et à leurs parents menacés d'expulsion. Cette chanson intégralement autoproduite peut être achetée ou téléchargée pour 0,99 euro. Les bénéfices engendrés par son achat seront reversés à Réseau Éducation sans frontières. Et au passage sur leur site, venez donc signer la pétition pour les laisser grandir ici...

BEAUBOURG LE SURRÉALISME EN ROMAN-PHOTO

Le centre Pompidou (en grève) consacre à la photographie surréaliste une grande exposition, « La subversion des images », confuse et critiquable sur bien des points, mais utile et méritoire aussi par l'abondance d'images novatrices ou méconnues qu'elle présente.



Le surréalisme et ses expressions « artistiques » gardent la faveur des musées et de leurs visiteurs, et parmi les arts, la photographie a fait l'objet ces derniers temps d'un engouement (et d'une exploitation marchande) sans précédent. Voilà qui devrait assurer le succès de cette vaste exposition de photographies surréalistes rassemblant, d'abord à Paris (jusqu'au 11 janvier 2010), puis à Winterthur et à Madrid jusqu'à la fin de l'été, près de 400 œuvres des plus variées et parfois rarement montrées. Ce foisonnement d'images justifie à lui seul la visite. Ce n'est pas seulement que certaines d'entre elles, précise le musée, puissent « heurter la sensibilité du jeune public » et exciter la curiosité générale, c'est aussi que beaucoup d'autres relèvent du projet de « démoralisation de l'Occident » constamment inscrit au programme révolutionnaire des surréalistes.



En dépit du titre de l'exposition, spécieusement emprunté au surréaliste belge Paul Nougé, cet aspect subversif n'éclate guère dans les neuf salles du parcours (et chapitres de l'énorme catalogue), dont la dernière passe carrément de l'histoire au roman. Elle prétend qu'une proportion significative de ces révolutionnaires (alors pour la plupart au bord de la misère, et durablement) alla travailler pour la publicité et manger dans la main du grand patronat ! Un catalogue étonnamment fautif, une chronologie s'achevant en 1941 alors que sont exposées une vingtaine d'œuvres s'étageant entre 1944 et 1958, une importance risible accordée à des personnages insignifiants, l'omission de personnalités décisives dans l'exploration et la diffusion de « l'esthétique » surréaliste (Marcel Duchamp et son *Anemic cinema*, Jacques Brunius, qui influa tellement sur le cinéma français, etc.), ces « imperfections » parmi beaucoup d'autres empêchent de parler de travail sérieux et abouti et moins encore d'exposition historique.

L'essentiel n'est sans doute pas là. Le roman-photo, les surréalistes n'avaient (et n'ont) rien contre, à condition d'être assumé et dérangeant (voire « porno » comme le 1929 de Man Ray, Péret et Aragon). Il y a surtout ce fait que « l'expérience continue », comme écrit justement d'après Nougé le commissaire de l'exposition le plus proche de son sujet, Quentin Bajac, probablement empêché de le montrer ici plus nettement. Après 1941, il y eut Cartier-Bresson, resté surréaliste jusqu'à sa mort (à preuve, une récente exposition au Musée d'art moderne de la ville de Paris), bien d'autres artistes surréalistes de premier plan ignorés par l'exposition, photographes comme Gilles Ehrmann (à quand une rétrospective ?), peintres s'emparant de photos comme Télémaque, etc., tandis que de nouvelles images surgissent toujours dans le même esprit aujourd'hui. Ce commissaire a raison aussi de parler de « rêverie de la matière ». L'exposition le rappelle un peu malgré elle, il y a là une poésie matérialiste, inépuisable et désormais à la portée de chacun.

G.B.



(À gauche) Lee Miller's Neck, Man Ray, Paris 1929 (CENTRE POMPIDOU)
(À droite) Pince de homard, Jean Painlevé, 1929 (CENTRE POMPIDOU)



CGT CONTESTATIONS AU CONGRÈS

Du 7 au 11 décembre, la CGT va tenir son 49^e congrès confédéral. À l'approche de ce rendez-vous, les critiques fusent à l'égard de la direction.

PARESSE ET RÉVOLUTION, ÉCRITS (1880-1911)

PAUL LAFARGUE

TALLANDIER, COLLECTION TEXTO

430 PAGES

10 EUROS



l'essai

GILLES Candar et Jean-Numa Ducange, spécialistes de l'histoire de la gauche, ont eu la bonne idée de republier Paul Lafargue. Ce dernier est surtout connu pour avoir été le gendre de Karl Marx et pour avoir écrit le *Droit à la paresse*, pamphlet au titre encore aujourd'hui provocateur. Sa personnalité et ses écrits sont pourtant loin de se réduire à ces deux faits d'armes. Les deux historiens rappellent qu'il fut en son temps un théoricien et un militant qui prit une part active dans la diffusion des idées de Marx en France et dans la création d'un mouvement socialiste français. Après une introduction dans laquelle ils resituent vie et activités de Lafargue, ils proposent des textes regroupés en trois chapitres. Le premier reprend les célèbres *Droit à la paresse* (1880-1883) et *La religion du capital* (1886). Le deuxième rassemble des textes consacrés à l'Histoire et à la Littérature, notamment une critique cinglante de la « légende de Victor Hugo ».

Le troisième est constitué de divers articles écrits pour des journaux socialistes. Candar et Ducange nous donnent à voir un personnage complexe à la pensée originale. Farouchement anticlérical, il fut l'un des premiers au sein du mouvement socialiste à s'intéresser à l'égalité des femmes, considérant le mariage comme un asservissement. Internationaliste fervent à une époque où la gauche a des accents patriotiques, il discute avec Jaurès, influence Guesde, fait preuve parfois d'une certaine intransigeance, voyant ainsi d'un mauvais œil l'engagement dreyfusard. Il participe à la fondation de la SFIO mais s'intéresse au syndicalisme révolutionnaire et condamne la nomination de ministres socialistes. Un livre passionnant qui éclaire pensée et parcours d'un homme engagé qui a fait des erreurs tout en restant jusqu'au bout un révolutionnaire sincère.

Sylvain Pattieu

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINÉ 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

A l'approche de son 49^e congrès, la direction de la CGT n'a que peu de succès à présenter pour son bilan depuis

l'an dernier et cela fait plus que transpirer, tant dans les documents préparatoires que dans les réunions de la Commission exécutive confédérale ou les couloirs du siège de Montreuil. Et pourtant, pas un regret, pas une critique, à peine une interrogation dans le rapport d'activité! Cela pourrait déboucher sur un record de votes contre ce rapport. Seuls le filtrage des délégations et la comptabilisation des votes (seuls les rejets exprimés dans un compte rendu sont comptabilisés, toutes les autres voix étant considérées « pour »), pourront camoufler les désaveux qui s'expriment à la base.

De la lourde défaite sur les retraites au calamiteux enchaînement des journées d'action espacées qui a dilapidé le potentiel de mobilisation apparu de janvier à mars, la stratégie confédérale basée sur le syndicalisme rassemblé et la priorité donnée au dialogue social comme principal objectif des mobilisations ont largement contribué à la dégradation du rapport de forces de ces derniers mois. L'organisation et le soutien de la lutte des sans-papiers, à l'initiative d'équipes militantes déterminées mais souvent isolées, sont d'autant plus à saluer que le développement du chômage peut fournir le terreau des pires régressions.

Plus grave encore, l'état de l'organisation reflète le désarroi des équipes combattives et l'incompétence des bureaucrates qui ont pris place dans l'appareil dans les décennies laissées par le stalinisme. Les batailles bureaucratiques sont visibles tant au niveau d'unions départementales que dans la construction de la direction confédérale où Thibault se constitue une garde rapprochée pour conduire les réformes internes et assurer sa succession. Et les vieilles

méthodes ne sont pas oubliées : construction de structures parallèles à celles qui ne sont pas dans la ligne, démandatement de militants critiques.

SYNDICALISME EN BERNE

L'affaiblissement du mouvement syndical en général et de la CGT en particulier est sensible dès la fin des années 1970. La succession des gouvernements de gauche, trahissant les espoirs des travailleurs avec l'accompagnement complaisant des directions syndicales, a accéléré les processus de désyndicalisation, la déstabilisation politique des équipes militantes et le rejet viscéral de la « politique ». Dans le même temps, la casse du monde du travail avec les restructurations, les externalisations, le développement de la sous-traitance, la précarisation de l'emploi et la répression ont individualisé les statuts et fait reculer les résistances collectives. Au final, un redoutable fossé s'est creusé entre les travailleurs et le syndicalisme.

C'est à ces difficultés que prétend répondre la direction confédérale, à sa manière : dépolitisation de l'action syndicale (version CGT du recentrage initié par la CFDT dans les années 1980), soit un refus d'engager un affrontement global contre la politique du gouvernement légitimé par les élections; organisation systématique de la démobilitation (régimes spéciaux de retraites, grève à la SNCF, manifestations contre la « crise »); abandon de tout mot d'ordre capable d'asseoir des mobilisations; refus de la coordination voire dénonciation des luttes contre les licenciements et fermetures de sites en raison de luttes trop radicales (Continental, New Fabris) ou sous le faux prétexte d'acceptation de primes, soit un renoncement à la bataille pour le maintien de l'emploi (Conti, Freescale); contribution à une réforme de la représentativité qui rend les syndicats plus dépendants de l'État et la modification de l'organisation de la Confé-



22 octobre, Paris. Bernard Thibault devant le lion recouvert par les badges de Continental. (PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)

dération visant à aggraver la main mise des sommets de l'appareil sur les structures de base; tentative désespérée de se tourner vers les jeunes, peu réceptifs au langage et aux méthodes d'un syndicalisme enlisé dans les compromis. Face à cette situation, de nombreuses critiques émergent des syndicats, des unions locales, voire de certaines unions départementales. Les luttes contre les licenciements et les fermetures de sites mettent en avant des équipes syndicales qui refusent la stratégie confédérale. Les manifestations du 17 septembre et du 22 octobre ont rendu visibles des revendications, une combativité en rupture avec la direction confédérale. C'est une partie de ces critiques éparses que la candidature de Jean-Pierre Delannoy, responsable de la métallurgie du Nord-Pas-de-Calais, exprime

en leur donnant la possibilité de se faire connaître, tant dans le congrès que plus largement et de façon plus durable.

La méthode de sélection des délégués (jeunes, femmes, ICT¹), triés sur le volet par l'appareil, en font une masse de manœuvre facilement manipulable dans le congrès par la direction. Mais il reste toujours possible que l'air frais d'une lutte, le refus d'une manœuvre bureaucratique fassent sortir le congrès des rails posés par Thibault.

Camille

1. Ingénieurs cadres techniciens

IL L'A DIT

Daniel Sanchez (membre du bureau confédéral) : « Derrière le camarade Delannoy, il y a des syndiqués. »

boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

LA RUE EST À NOUS! A.G. (FINISTÈRE): Sarkozy veut « revoir le régime juridique des manifestations sur la voie publique », c'est extrêmement inquiétant. [...] Pour tous ceux qui comme nous attachent beaucoup d'importance à la rue pour construire les rapports de forces, le « toilettage » (le même nom utilisé pour casser le Code du travail!) a de quoi inquiéter. Sarkozy a une peur bleue de la jeunesse, qui a l'habitude de défiler spontanément sans demande d'autorisation préalable, nul doute que c'est ce droit acquis qu'il veut au moins encadrer sévèrement voire pire. *Tout est à nous!* doit alerter sur la question en réaffirmant que « la rue est à nous »!

DOSSIER ÉDUCATION. M.B. (SEINE-SAINT-DENIS): À la lecture du dossier central « Éducation nationale, état des lieux », je suis resté sur ma faim : pavés aux contenus très généraux et bien courts. Un manque de taille : les suppressions de postes qui est un des motifs

de l'appel à faire grève le 24 novembre. Alors qu'en calcul cumulé, on arrive à au moins 40 000 suppressions de postes depuis 2007, il faut chercher deux petites lignes dans le pavé « haro sur la laïcité » pour lire quelques mots sur ce sujet. Pourquoi cette discrétion sur un des axes majeurs de la politique de Sarkozy [...] ?

LA GAUCHE : À DROITE TOUTE! B.D. (NORD): À n'en pas douter, le prochain président français sera de droite, ou DSK... ce qui reviendra au même! Et, fort heureusement pour la démocratie, ce choix fera plaisir à une majorité d'électeurs. En revanche, cette élection plus que probable enfoncera un peu plus encore dans l'inquiétude et le désarroi les pauvres, les sans-abri, les sans-papiers, les chômeurs, les malades, les retraités, les ouvriers, les étudiants, les RMI, les RSA, les CDD... [...] Il ne fait pas bon vivre dans une marge que vous n'avez généralement pas choisie! Et tout ce désespoir : peut-être parce que

le Parti de gauche s'acoquine au PCF pour exister, que le PCF s'agrippe au PS pour obtenir quelques élus (sans réel poids politique), que le PS flirte avec le Modem pour arracher du peuple une majorité de circonstance qui serait aussi éphémère que contre-nature! Ah, si les damnés de la France attendent la main tendue de la gauche, ils n'ont pas fini d'être les forçats de la faim! Et que dire du reste du monde?

INTERDIRE LA FESSÉE! (P.V. LOUVIERS): Pas un mot dans l'article sur les 20 ans de la Convention des droits de l'enfant (*Tout est à nous!* n°31)! Certes, le député sarkozyste homophobe Antier n'inspire pas la sympathie, mais 20 pays européens ont déjà interdit les punitions corporelles, dont le Luxembourg tout récemment. Nous ne craignons pas d'être minoritaires pour défendre les droits de tou-te-s les opprimé-e-s, alors n'oublions pas les enfants.



RÉGIONALES RÉUNIONS UNITAIRES

BRETAGNE

Depuis plusieurs semaines, les organisations à gauche de la gauche se rencontrent en Bretagne pour aboutir à une liste commune aux élections régionales. Comme dans cinq autres régions, le PCF a décidé de partir avec le PS dès le premier tour. Ces réunions ont donc rassemblé le NPA, la Fédération, le PG, la Gauche unitaire, les Alternatifs et des communistes en désaccord avec la ligne suivie par le PCF dans la région. Après trois réunions, des divergences se sont exprimées entre, d'un côté, le NPA et le PG et, de l'autre, la Fédération et la Gauche unitaire, divergences avant tout programmatiques (sur les subventions aux lycées privés confessionnels, les subventions aux entreprises, etc.), et qui entraînent un désaccord sur l'attitude à adopter par rapport aux exé-

cutifs. Lors de la deuxième réunion, un accord semblait trouvé sur les points programmatiques présentés par le NPA et sur les exécutifs, avec la formulation «*Nous refuserons donc de participer à un exécutif dominé par le PS ou Europe écologie qui mènerait une politique libérale conforme aux exigences du patronat et de l'Union européenne.*» Mais ce point d'équilibre a été remis en cause par la Fédération et la GU. Le NPA Bretagne et le PG Bretagne ont décidé pour leur part de continuer à travailler ensemble et de publier ce communiqué commun : «*Le Nouveau Parti anticapitaliste Bretagne et le Parti de gauche Bretagne ont participé à une réunion à Pontivy avec d'autres composantes de la gauche de la gauche le 30 novembre 2009. Ces*

deux partis font le constat que des désaccords politiques et programmatiques importants subsistent avec des organisations comme la Gauche unitaire ou la Fédération. Le NPA et le PG continuent à vouloir un accord en Bretagne pour présenter une liste de la gauche antilibérale et anticapitaliste en mars 2010, liste qui défendra un programme de rupture, indépendante du Parti socialiste et d'Europe écologie. Nous appelons toutes les organisations, militants et citoyens qui partagent cette idée à nous rejoindre.» Nous avons décidé de nous revoir prochainement pour finaliser un accord, tout en continuant à vouloir une alliance large sur un programme de rupture clair.

Correspondants NPA

BASSE-NORMANDIE

Depuis septembre, dans chaque département de la région de Basse-Normandie, nous avons rencontré toutes les forces politiques à la gauche du Parti socialiste. Rien n'a été facile. Avec le PCF du Calvados, après deux courriers, la rencontre a été reportée par le secrétaire fédéral. Dans la Manche, le PCF a refusé de nous rencontrer en dehors du cadre du Front de gauche (donc avec le Parti de gauche et la Gauche unitaire). Dans l'Orne, la rencontre a bien eu lieu mais il y avait manifestement un refus de débattre. Le PCF pensait-il déjà à sa présence au premier tour avec le PS? Cela semble avoir été confirmé lors du vote de ses adhérent-e-s de Basse-Normandie par 52,36% pour «*un rassemblement à gauche dès le premier tour qui inclurait les composantes du Front de gauche, c'est-à-dire le PG, le PCF, la GU et les citoyens, le MRC, le PRG, le PS et les Verts*» et 47,64% pour un «*Front de gauche de*

large rassemblement au premier tour, ouvrant un autre choix à gauche que celui porté par le PS et Europe écologie.» Avec les autres organisations, les échanges ont été plus constructifs, notamment avec le PG, avec lequel nous avons avancé sur le programme. Le communiqué de presse commun, après notre rencontre du 10 novembre, précise «*l'arrêt de toutes subventions aux entreprises privées, aux lycées privés, à la formation professionnelle contrôlée par le patronat. Développement et gratuité des services de transport.*» D'autres thèmes ont été abordés qui ont fait consensus : «*la lutte contre le nucléaire, le terminal charbonnier de Cherbourg, la future ligne TGV...*». Le 14 novembre, toutes les forces étaient présentes à l'invitation du PG régional. La Fase, le PG, Alternative citoyenne de la Manche, la GU de la Manche, le M'PEP de l'Orne et de la Manche, le NPA. La Gauche Alter de la Manche avait envoyé

un courrier précisant sa position proche de la nôtre. Le grand absent était le PCF, au prétexte qu'il était dans sa période de consultation. Nous avons échangé sur notre place dans les exécutifs et sur le programme, notamment nos six propositions. En fin de rencontre, la Fase a proposé un communiqué de presse, la GU a refusé d'emblée au prétexte que le PCF était absent. Pas de motivation des autres composantes présentes. Nous avons acté que notre prochaine rencontre se fera après la consultation des militant-e-s du NPA et le débat sera centré sur le programme qui sera défendu par nos élu-e-s au sein du conseil régional. Régionalement, la volonté d'aboutir à des listes communes est partagée par le PG, le NPA et la Fase mais l'essentiel reste à venir. Prochaine réunion le 12 décembre, après notre consultation.

Correspondants NPA



Partout en France, les réunions unitaires se poursuivent. Ici au siège du PG, le 10 novembre. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

et aussi

POUR UN SERVICE PUBLIC POSTAL ACCESSIBLE À TOUS.

Le samedi 28 novembre, la commission handicap du NPA a mené une action avec plusieurs organisations (Alternative Libertaire 93, le Collectif poste 18°, le PCF et la Confédération syndicale des familles) au métro Simplon, pour revendiquer l'accessibilité du bureau de poste dans la station. Une quinzaine de militant-e-s s'étaient donné rendez-vous.

Dans ce cas précis, les personnes en situation de handicap n'ont pas accès à ce service. Le comptoir d'information de la RATP se substitue à la poste pour la délivrance des lettres recommandées. Naturellement, il faut dénoncer cette expérimentation qui peut être généralisée dans les mois à venir et ce, dans chaque station de métro. Au-delà de l'économie de personnel évidente en vue de la privatisation, le NPA veut simplement que la législation soit respectée. Toute installation nouvelle ouverte au pu-

blic doit être accessible à tous les types de handicap (décret n° 2006-555 du 17 mai 2006). Si demain la privatisation a lieu, on s'assoira sur l'accessibilité au profit de la rentabilité, et de nombreuses personnes handicapées seront maintenues au ban de la société.

QUESTIONNAIRE TOUT EST À NOUS!

L'hebdomadaire *Tout est à nous!* existe depuis le mois de mars. Il est temps d'en faire un premier bilan, sur le fond comme sur la forme. Afin d'améliorer cet outil militant indispensable, nous vous remercions de bien vouloir nous donner vos impressions et avis, par le biais d'un questionnaire que vous pouvez remplir sur notre site www.npa2009.org.

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER :

NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL

NUMERO NATIONAL D'ÉMETTEUR :

554755

Titulaire du compte

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

VILLE :

MAIL :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE :

SIGNATURE :

Etablissement teneur du compte

BANQUE :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

VILLE :

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros



29 NOVEMBRE: PREMIÈRE ÉCHÉANCE UNITAIRE

Alors que la CGT recense plus de 5 000 grévistes et que selon le Bureau international du travail, il y aurait 400 000 travailleurs sans papiers, la réponse de Besson à la grève commencée le 12 octobre est : 1 000 régularisations ! C'est une véritable provocation, dans droite ligne de la politique raciste de Sarkozy qui stigmatise l'immigration avec le débat sur l'« identité nationale ». Face à cette politique qui veut opposer Français et immigrés, sans-papiers et immigrés légaux, l'unité est nécessaire. La manifestation du dimanche 29 novembre était une première échéance unitaire. 10 000 personnes se sont réunies, avec une présence massive des grévistes, avec la CGT, Solidaires et

la CNT, mais aussi de nombreux soutiens autour de RESF, des collectifs, de la Ligue des droits de l'homme... et les partis de gauche, NPA, PCF, PG, Verts... Même le PS avait appelé à manifester. Les centaines de grévistes de Veolia, Bouygues démontraient l'hypocrisie et le cynisme de Besson qui prétend s'en prendre aux employeurs des sans-papiers : qui va croire qu'il va fermer ces multinationales qui utilisent massivement la sous-traitance ? Au contraire, il envoie ses flics contre les grévistes pour les déloger des lieux d'occupation (agences d'intérim, TFN-Veolia...). La lutte continue, il va falloir élargir et durcir le mouvement pour faire plier le gouvernement.



Paris, le 29 novembre. 10 000 personnes ont manifesté à l'appel de l'Ucij, pour la régularisation de tous les sans-papiers. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)



SOUSCRIPTION MOBILISATION GÉNÉRALE

32 783 euros, le rythme s'est accéléré cette semaine mais demeure insuffisant. Il nous reste désormais moins d'un mois pour atteindre et réussir cette première souscription. Les paiements sur le site fonctionnent, la capacité de notre boîte aux lettres est illimitée. Il est vraiment urgent de se mobiliser toutes et tous pour réussir. C'est souvent lors de la dernière ligne droite qu'une souscription réussit, mais pour cela il faut se **MO-BI-LI-SER**.

TOUT EST À NOUS ! MÊME LA SOUSCRIPTION !

LE CHIFFRE

27

C'est le nombre de jours qu'il reste pour atteindre notre objectif de 200 000 euros avant le 31 décembre 2009. C'est moins que la douche de Sarkozy (245 572 euros), et toujours moins que le salaire annuel de notre Premier ministre (226 991,72 euros). Pour le NPA, cela représente des milliers de tracts, des centaines de manifestations, un journal hebdomadaire, une revue mensuelle, des centaines de mobilisations unitaires, une université d'été... Bref, 200 000 euros c'est le prix des piles du porte-voix emblématique du NPA pour porter plus haut la contestation.

PAUL H., LANGRES (52)

Je suis un sympathisant des mouvements de gauche critiques, notamment du NPA, et pour la première fois, je viens de participer à la souscription. Je ne suis pas toujours en accord avec l'orientation du NPA, et j'ai plusieurs fois hésité à rejoindre ses rangs. Mais j'ai souhaité participer à cette souscription à ma mesure en vous donnant les moyens d'être présents sur toutes les luttes auxquelles vous participez et où je ne peux être présent. En espérant que ma participation vous permette d'atteindre votre objectif et vous donne les moyens de changer le monde ! Fraternellement. Salutations Anticapitalistes.

GENEVIÈVE C., PARIS

Une modeste contribution, en soutien à l'action constante, quotidienne, du bien nommé Nouveau parti anticapitaliste. Vous redonnez confiance. Vous faites la lumière sur la vie réelle. Très cordialement.

L. NGUYEN

Je ne pourrai pas voir vos belles manifs ni entendre le porte-voix du NPA pendant cette année 2010 (j'habite en Corée du Sud), mais je suivrai les luttes sur le site du NPA et j'espère que ma petite contribution d'étudiant vous sera utile. J'ai bien aimé votre phrase « tous ceux qui ne militent pas au NPA mais nous existions », dans votre article sur la souscription. Bonne continuation.

MATTEO F., PAIMPOL (22)

Merci de faire porter toujours plus haut la voix des opprimés. J'ai participé à votre université d'été à Port-Leucate au mois d'août où j'ai appris plein de choses et pu débattre avec des camarades. J'espère que mon modeste

don contribuera à votre développement, et peut-être qu'en plus de l'université d'été, une fête anticapitaliste pourra voir le jour en 2010. Continuez le combat, ne lâchez rien, on a besoin de vous. Fraternellement.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 9 000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

SOUSCRIPTION 2009

NOM
PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

WWW.NPA2009.ORG



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable.
Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -